Par e-mail : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/06/12/des-employes-de-totalenergies-infiltres-a-la-cop-par-une-pseudo-ong-environnementale_6177305_4355770.html

Des employés de TotalEnergies infiltrés à la COP par une pseudo-ONG environnementale

La multinationale française a envoyé huit représentants à la dernière conférence internationale sur le climat. Mais quatre étaient présents sous la bannière d'une mystérieuse ONG allemande aux allures de « paravent ».

Par Jérémie Baruch

Publié le 12 juin 2023

Les lobbyistes du pétrole et du gaz ont-ils leur place dans les négociations sur le climat, alors que les appels à les bannir des prochaines COP se multiplient, tant du côté des organisations non gouvernementales (ONG) que du monde politique ?

En novembre 2022, au moins 636 représentants des industries fossiles étaient accrédités pour la COP27, organisée dans la station balnéaire égyptienne de Charm El-Cheikh, selon un décompte effectué par trois ONG. Si les entreprises n'ont pas le droit de s'inscrire directement, elles contournent la règle en passant par des organisations admises à la COP en tant qu'observatrices.

Le grand groupe industriel français spécialiste des hydrocarbures TotalEnergies a ainsi pu inscrire son président-directeur général (PDG), Patrick Pouyanné, et trois autres de ses dirigeants au nom de diverses organisations sectorielles auxquelles il est affilié – l'association Entreprises pour l'environnement, le World Business Council for Sustainable Development, l'International Emissions Trading Association et l'International Petroleum Industry Environmental Conservation Association. Mais cette stratégie a des limites : les organisations de lobbying disposant d'un nombre limité d'accréditations, les places sont chères.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés La COP27 accueille un nombre record de lobbyistes des énergies fossiles

Ajouter à vos sélections

Gardes du corps et lobbyistes

Pour augmenter son contingent à Charm El-Cheikh, TotalEnergies a trouvé une solution aussi discrète qu'inattendue : faire accréditer quatre employés supplémentaires par une pseudo-ONG environnementale allemande, International Climate Dialogue e. V. (ICD). Cette délégation comprenait les deux gardes du corps de Patrick Pouyanné, Jérôme B. et Patrick C., ainsi que le lobbyiste international de TotalEnergies, Majdi Abed, et le vice-président de l'entreprise chargé des marchés carbone, Pascal Siegwart. Au sein de la délégation hétéroclite de l'ICD à la COP27, leurs noms côtoyaient ceux de quatre chercheurs taïwanais.

Parmi les 1 649 ONG présentes à la COP27, l'ICD faisait figure de grande inconnue. Fondée en 2014 à Fribourg-en-Brisgau (Bade-Wurtemberg), cette organisation se donne pour objectif *« la promotion de l'éducation »* sur le changement climatique, au moyen de *« publications »*, *« séminaires, conférences »*, *« sessions publiques d'informations »* ou encore

d'*« exposition de nouvelles découvertes scientifiques »*, dans le but de *« faire avancer le discours politique sur le changement climatique tout en maintenant une position impartiale »*. Jusqu'à il y a peu, son site Internet était presque vide. S'il a subitement été enrichi après que *Le Monde* a contacté l'ONG, il ne mentionne toujours pas le nom de ses dirigeants ou la source de ses financements. *« On dirait une association paravent »*, glisse un cadre de l'ONG Transparency International.

ICD est en réalité l'émanation de Perspectives Climate Group, un cabinet de conseil allemand qui *« aide les entreprises privées à devenir des leaders en matière de développement durable »*. Créé en 2003 pour *« mettre en pratique les premiers concepts théoriques du marché des émissions carbone »*, Perspectives Climate Group compte parmi ses clients plusieurs multinationales des énergies fossiles, auxquelles il assure *« fournir des solutions innovantes qui concilient l'action climatique et la durabilité économique »*. Et dont TotalEnergies fait partie.

Li

Le fondateur de Perspectives Climate Group et de l'ICD, Axel Michaelowa, confirme avoir fourni des services et des analyses au groupe français. Cet économiste allemand, qui a contribué à deux des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), évoque *« un contrat pour appuyer la participation de TotalEnergies à la COP »*. *« TotalEnergies veut comprendre les enjeux des négociations*, explique Axel Michaelowa, qui était lui-même présent avec un badge de la délégation tunisienne. *Mais on a refusé de faire du lobbying pour TotalEnergies, on leur a dit : "Ce que vous faites sur la COP ne nous regarde pas." On s'engage à fournir des informations sur l'état des lieux des négociations, rien de plus. »*

« Le loup est dans la bergerie »

Rien de plus ? Au-delà de l'expertise du cabinet allemand, ce contrat a surtout permis à TotalEnergies d'obtenir quatre badges supplémentaires pour la COP27. Tout comme l'année précédente, quand l'ICD avait accrédité, pour la COP26 de Glasgow (Royaume-Uni), quatre employés de la firme française, spécialisés dans le captage et le stockage de CO2. Interrogé, TotalEnergies admet avoir eu recours aux services d'ICD, qui *« entreprend l'accréditation de personnes de différents contextes, y* [compris dans] *le secteur privé »*, pour pallier le fait que *« les entreprises ne* [puissent] *être accréditées en tant que telles »*. Cette pratique est pourtant explicitement réprouvée par le secrétariat de la convention-cadre des Nations unies (ONU) sur les changements climatiques, organisateur des COP, qui dénonce ces *« modèles commerciaux pour solliciter des clients* (…) *qui sont assurés de participer aux conférences, sessions et réunions »*.

Ces accréditations de complaisance posent, en effet, une question de transparence. D'autant qu'ICD a délibérément choisi de ne pas divulguer l'appartenance professionnelle de ses invités : l'affiliation des quatre « observateurs » avec TotalEnergies n'apparaissait nulle part. Ni sur leur badge blanc et jaune – le précieux sésame octroyé aux ONG pour assister à la conférence – ni sur la liste officielle des participants inscrits à la COP. *« Pourquoi participer aux négociations par l'intermédiaire d'une organisation obscure et très peu transparente ?*, s'interroge une porte-parole de l'ONG américaine Corporate Accountability. *Pourquoi se cacher s'il n'y a pas quelque chose à cacher ? Si c'est flou, il y a un loup. En l'occurrence, le loup est dans la bergerie. »* Olivier Petitjean, le coordinateur de l'Observatoire des multinationales, y voit *« une forme d'"astroturfing" »* – une pratique consistant à simuler un activisme spontané pour peser sur l'opinion publique : *« Cela permet de faire caisse*

de résonance : une entreprise dit quelque chose et dans le même temps une ONG de la société civile confirme que cette approche de l'industrie fossile est la bonne. »

Réfutant toute volonté d'opacité, Majdi Abed assure au *Monde* que sa qualité de directeur des relations institutionnelles internationales de TotalEnergies était divulguée dès lors qu'il se *« présentai*[t] *à des interlocuteurs de la société civile ou quand ces derniers* [le lui] *demandaient »*. Rejetant la qualification de *« lobbyiste »*, il assure que sa mission *« était uniquement centrée sur l'appui à* [leur] *PDG dans le cadre des échanges avec la société civile »*. *« Il est important de définir le lobbying des énergies fossiles*, rétorque Louis Wilson, de l'ONG Global Witness, spécialisée dans la lutte contre l'exploitation des ressources et la corruption. *C'est quelqu'un qui représente les intérêts d'une entreprise de combustibles fossiles, directement ou indirectement. »* La longue expérience de Majdi Abed dans la diplomatie française – il a été numéro deux de l'ambassade française au Qatar, conseiller auprès de la représentation de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et consul général à Dubaï (Emirats arabes unis) – fait de lui un atout majeur dans un tel événement, où les négociations surviennent autant dans les salles de réunion que dans les couloirs.

Influence et interférence

« L'industrie des combustibles fossiles est connue pour accéder au processus d'élaboration des politiques climatiques par l'intermédiaire de ses groupes industriels, relève Pascoe Sabido, spécialiste des négociations climatiques au sein de l'ONG Corporate Europe Observatory. *C'est ainsi qu'une grande partie de l'influence et l'interférence se produit. »* Un constat que partagent de nombreux activistes climatiques qui considèrent qu'il faut limiter, voire interdire, l'accès aux COP des acteurs des énergies fossiles. *« Il n'y a pas de place pour les représentants d'une industrie qui est à la fois largement responsable de la crise climatique et qui poursuit les mêmes pratiques que celles qui l'ont provoquée*, estime Dominic Kavakeb, de Global Witness. *C'est aussi ridicule que d'avoir des lobbyistes du tabac à une conférence sur la santé ou des marchands d'armes à une conférence sur la paix. »*

Si une telle exclusion semble assez improbable à court terme, TotalEnergies pourrait être contraint de réduire son contingent pour la COP28, qui se tiendra à Dubaï en décembre. Les relations entre la multinationale et le cabinet Perspectives Climate Group semblent, en effet, s'être refroidies depuis la sortie polémique de Patrick Pouyanné à Charm El-Cheikh, qui a répondu avec cynisme à des militants qui l'interpellaient sur les profits du groupe en Russie. *« Si on avait su qu'il aurait un tel comportement, on n'aurait pas appuyé TotalEnergies pendant la COP27*, assure au *Monde* Axel Michaelowa. *On leur a dit que ça ne marchait plus. »* L'économiste explique que son cabinet a décidé de *« ne plus livrer de services aux sociétés pétrolières et gazières pendant les conférences climat »* et de *« redéfinir les contrats futurs »* avec TotalEnergies.

Jérémie Baruch